

AIDES D'ÉTAT**Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 67/99 (ex NN 148/98) en faveur de Dampfkesselbau Hohenturm GmbH, Allemagne**

(1999/C 379/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 25 octobre 1999 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la France sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction H
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 299 27 58.

Ces observations seront communiquées à la France. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

1. Procédure

Par lettre du 27 décembre 1996, la Commission avait autorisé une aide de 32,53 millions de marks allemands (DEM) en faveur de la privatisation et de la restructuration de Dampfkesselbau Hohenturm GmbH ⁽¹⁾. Le gouvernement fédéral a adressé à la Commission le rapport annuel 1997 de cette entreprise par lettre du 20 novembre 1998, en l'informant que la restructuration de celle-ci, réalisée sur la base du plan de restructuration autorisé, avait échoué. Parallèlement, le gouvernement allemand a informé la Commission d'une modification qui avait été apportée à ce plan de restructuration et lui a notifié une nouvelle aide à la restructuration de 13,825 millions de DEM.

Un prêt de 825 000 DEM avait déjà été accordé à l'entreprise. L'aide en cause a par conséquent été enregistrée sous le numéro NN 148/98.

Par lettre du 2 février 1999, la Commission a posé des questions supplémentaires aux autorités allemandes, dont elle a reçu la réponse le 1^{er} avril 1999.

2. Description de l'aide faisant l'objet de la procédure

Les entreprises du groupe Dampfkesselbau Hohenturm GmbH avaient fait l'objet d'une décision positive: en décembre 1996, la Commission avait autorisé une aide de 32,5 millions de DEM en leur faveur. Le plan de restructuration autorisé prévoyait que le groupe se composerait d'un *holding* (DH Industrieholding GmbH) et de filiales d'exploitation nouvellement créées ou issues de la scission de filiales existantes (DH Dampfkesselbau GmbH & Co. KG, DH Kraftwerksservice GmbH & Co. KG, DH

Werkstoffprüfung GmbH & Co. KG, DH Schweißtechnologie & Service et DH Bio-Energieanlagen). Ces entreprises devaient enfin redevenir viables au cours de la période allant de 1996 à 1999. Leurs activités consistaient dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la commercialisation d'équipements et d'installations destinés aux centrales électriques, de produits écologiques et de canalisations, ainsi que dans la fourniture des services de réparation et de maintenance correspondants.

Selon les données les plus récentes, ces entreprises, situées à Hohenturm dans le *Land* de Saxe-Anhalt, employaient 161 personnes et ont réalisé un chiffre d'affaires de 28,3 millions de DEM en 1998. Dampfkesselbau Hohenturm GmbH est donc une petite et moyenne entreprise.

Lorsqu'il a présenté à la Commission le rapport annuel relatif à l'exercice 1997, le gouvernement allemand l'a informée que la restructuration de l'entreprise, réalisée sur la base du plan de restructuration autorisé, avait échoué.

En raison de son surendettement, DH Dampfkesselbau Hohenturm GmbH & Co. KG a dû demander l'ouverture d'une procédure de faillite en mai 1998, tandis que les besoins de trésorerie de DH Industrieholding GmbH n'ont pu être couverts qu'au moyen de subventions de la BvS. Une nouvelle entreprise a été créée: Dampfkessel- und Behälterbau GmbH, qui est contrôlée par le groupe d'investisseurs privés qui a aussi racheté les actifs de l'entreprise faisant l'objet de la procédure de faillite.

Parallèlement, le gouvernement allemand a informé la Commission d'une modification qui avait été apportée au plan de restructuration et lui a notifié une nouvelle aide de 13,825 millions de DEM. L'objectif du plan remanié consiste à recentrer les activités de l'entreprise autour de la fabrication de composants et de la transformation sous contrat, ainsi que du service après-vente.

⁽¹⁾ Aide d'État N 729/96; lettre de la Commission du 27 décembre 1996 [SG(96) D/11702].

Afin de lui donner une autre chance et de lui permettre de reprendre les activités de DH Dampfkesselbau GmbH & Co. KG («Auffanglösung»), actuellement en faillite, la BvS a accordé à l'entreprise nouvellement créée Dampfkessel- und Behälterbau Hohenturm GmbH de nouvelles garanties, jusqu'à concurrence de 3 millions de DEM, sous la forme de garanties de restitution d'acompte, de garanties de bonne fin et de cautions (avals).

En plus de ces nouvelles garanties, la BvS a également estimé qu'il fallait prolonger les garanties de 10 millions de DEM qu'elle avait accordées à Dampfkesselbau GmbH & Co. KG avant la privatisation de l'entreprise, vu la procédure de faillite dont celle-ci fait actuellement l'objet.

De plus, la BvS a également jugé nécessaire d'accroître le fonds de roulement de la nouvelle entreprise; vu la situation de cette dernière, cela ne pouvait être réalisé par voie d'emprunt sur le marché des capitaux. C'est la raison pour laquelle le Fonds de consolidation du Land de Saxe-Anhalt lui a accordé un prêt de 825 000 DEM au taux de 6,5 % ⁽²⁾.

3. Appréciation

Après avoir examiné le cas d'espèce, la Commission doute fortement que la viabilité à long terme de la nouvelle entreprise puisse être rétablie dans un délai raisonnable. Il n'existe aucune donnée vérifiable concernant Dampfkessel- und Behälterbau GmbH qui permette d'apprécier ses chances de réussite sur le marché en tant que producteur de composants de chaudière et d'appareils à pression hautement performants. Cette conclusion est renforcée par les hypothèses très vagues qui ont été formulées concernant les futures conditions d'exploitation. Ces projections ne sont pas suffisamment précises pour constituer des prévisions fiables.

La Commission n'autorise normalement pas l'octroi d'une nouvelle aide à la restructuration sauf circonstances exceptionnelles, imprévisibles et non imputables à l'entreprise. La circonstance imprévisible est celle qui ne pouvait être aucunement anticipée au moment où le plan de restructuration a été élaboré. Sur la base des informations qui lui ont été communiquées, la Commission ne saurait approuver cette exception au principe de «l'aide unique» en ce qui concerne l'aide consentie à DH Dampfkesselbau GmbH & Co. KG, qui fait l'objet d'une procédure de faillite.

De plus, il convient de rappeler que l'entreprise doit mettre en œuvre intégralement le plan de restructuration original autorisé par la Commission et qu'elle doit respecter l'ensemble des obligations dont est assortie cette autorisation. En cas de non-respect de ce plan ou des obligations imposées, la Commission considérera qu'il s'agit d'une application abusive de l'aide. La mise en œuvre du plan autorisé par le groupe DH après sa restructuration soulève toujours des questions: son objectif principal était de réaliser des investissements à hauteur de

11,9 millions de DEM, alors que les aides autorisées avaient été accordées pour couvrir les besoins de trésorerie de DH Industrieholding GmbH. La Commission tient compte de ce qu'elle peut ouvrir la procédure formelle d'examen en cas d'application abusive d'une aide, conformément à l'article 16 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil ⁽³⁾.

Il convient aussi de noter que, en principe, une entreprise qui rachète les actifs d'une entreprise mise en liquidation judiciaire n'est pas considérée comme bénéficiaire d'une aide accordée antérieurement à l'entreprise rachetée, sous réserve que les conditions de l'acquisition ne soient pas de nature à faire penser à un montage financier destiné à donner l'apparence de la compatibilité à une aide qui est en réalité incompatible, afin d'échapper à une éventuelle décision de récupération de l'aide. Cet aspect est très important en l'espèce, car les actionnaires de la nouvelle entreprise («Auffanglösung» ou société de continuation), Dampfkessel- und Behälterbau GmbH, sont les mêmes que ceux de l'entreprise en liquidation, DH Dampfkesselbau. Les questions relatives à l'utilisation des anciennes aides n'ont pas encore été éclaircies.

En outre, la Commission se demande si la décision qu'elle a prise en faveur de Dampfkessel Hohenturm GmbH ne reposait pas sur des informations inexacts transmises au cours de la procédure et d'une importance déterminante pour cette décision. Elle pourrait alors envisager la révocation de cette décision conformément à l'article 9 du règlement (CE) n° 659/1999.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999, toute aide octroyée illégalement peut être récupérée auprès de son bénéficiaire.

„I. DAS VERFAHREN

Mit Schreiben vom 27. Dezember 1996 genehmigte die Kommission Beihilfen in Höhe von 32,53 Mio. DEM für die Privatisierung und Umstrukturierung der Dampfkesselbau Hohenturm GmbH ⁽⁴⁾. Gleichzeitig wurde die Bundesregierung aufgefordert, jährlich Bericht über die Durchführung des Umstrukturierungsplans zu erstatten. Der Jahresbericht von 1997 wurde mit Schreiben vom 20. November 1998 übermittelt. Darin wurde der Kommission mitgeteilt, daß die Umstrukturierung auf der Grundlage des von der Kommission genehmigten Plans nicht erfolgreich verlaufen ist. Die Bundesregierung unterrichtete die Kommission im selben Schreiben von einer Änderung des Umstrukturierungsplans und meldete eine neue Umstrukturierungsbeihilfe in Höhe von 13,825 Mio. DEM an.

Da bereits ein Darlehen über 825 000 DEM gewährt worden war, wurde die Sache unter der Nummer NN 148/98 registriert.

Mit Schreiben vom 2. Februar 1999 forderte die Kommission weitere Auskünfte an. Die Antwort der deutschen Behörden ging am 1. April 1999 bei der Kommission ein.

⁽²⁾ Ce régime de consolidation des prêts accordés aux petites et moyennes entreprises du Land de Saxe-Anhalt (Fonds de consolidation) a été approuvé par la Commission (N 452/97).

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 88 du traité (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1).

⁽⁴⁾ Staatliche Beihilfe N 722/96; Schreiben der Kommission vom 27. Dezember 1996 (SG(96) D/11702).

II. AUSFÜHRLICHE BESCHREIBUNG DER BEIHILFE

1. Unternehmenssituation

Die aus der Dampfkesselbau Hohenturm GmbH hervorgegangenen Gesellschaften der Dampfkessel Hohenturm Unternehmensgruppe haben ihren Sitz in Hohenturm, Land Sachsen-Anhalt, einer Region mit einer sehr hohen Arbeitslosenquote von 20,4 %. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaften umfaßt die Entwicklung, Herstellung, Montage und den Vertrieb von Kraftwerksausrüstungen und Anlagen, Umweltschutzkomponenten, Stahl- und Rohrleitungsbau sowie Reparatur und Serviceleistungen des vorgenannten Profils. In den Gesellschaften, die einer Gruppe privater Investoren gehören, waren zuletzt 161 Arbeitnehmer beschäftigt. Ihr Jahresumsatz belief sich 1998 auf 28,3 Mio. DEM. Die Unternehmensgruppe erfüllt die Voraussetzungen für KMU.

2. Der genehmigte Umstrukturierungsplan

Wesentlicher Aspekt des genehmigten Umstrukturierungsplans war es, die Voraussetzungen dafür zu schaffen, daß das Unternehmen als erfolgreicher Anbieter von Komplettanlagen im Markt für kleinere und mittlere Kraftwerks- und Kesselanlagen kommunaler und mittelständischer Betreiber auftreten kann.

Der Umstrukturierungsplan enthielt deshalb mehrere Vorgaben:

- Neuordnung des Unternehmens in eine Besitz-Holding (DH Industrieholding) und Ausgliederung bzw. Neugründung operativer Tochtergesellschaften (DH Dampfkesselanlagenbau, DH Kraftwerksservice, DH Bio-Energieanlagen, DH Werkstoffprüfung und DH Schweißtechnologie),
- neue Investitionen in Fertigungsstätten und Ausrüstungen,
- Kostensenkung im Bereich Management, Produktion und Controlling.

Die endgültige Wiederherstellung der Rentabilität der Unternehmen war für den Zeitraum 1996—1999 vorgesehen.

Verwendung der genehmigten staatlichen Beihilfe:

(in Mio. DEM)		
Maßnahme	Genehmigte Beihilfe	Gewährt bis 31.12.1997
Soziale Maßnahmen	0,9	0,9
Verlustausgleich	5,1	15,0 ⁽¹⁾
Investitionen	11,9	—
Forschung/Entwicklung	3,0	—
Entschuldung gegenüber Banken	2,6	2,6
Entschuldung gegenüber der BMGB	9,03	9,3
Insgesamt	32,531	27,530

⁽¹⁾ Mit den 15 Mio. DEM sind bilanzwirksame Verluste der DH Industrieholding ausgeglichen worden, wobei jedoch die in der Genehmigung der Kommission vorgegebene Zweckbindung nicht eingehalten wurde.

3. Scheitern des genehmigten Umstrukturierungsplans

Durch die Aus- und Neugründungen und die hierdurch geschaffenen schlankeren und leistungsfähigeren Strukturen sowie durch die Restrukturierung der Fertigung konnten die Marktpräsenz der DH-Gruppe im Zuliefer- und Service-Bereich zwar gestärkt und namhafte Unternehmen wie RWE, ABB Kraftwerksservice, Babcock Kraftwerkstechnik und Siemens KWU als Kunden gewonnen werden, doch zeigte sich recht schnell, daß die strategische Zielrichtung des Umstrukturierungskonzeptes, als Anlagenbauer sämtliche Leistungen vom Engineering bis zur Fertigung und Montage aus einer Hand anzubieten, nicht durchsetzbar sein würde.

Den Angaben der deutschen Behörden zufolge hatte sich der Anlagenbaumarkt seit 1995/96 so grundlegend und dynamisch verändert, daß auch etablierte Großunternehmen gezwungen waren, sich durch Fusionen, Restrukturierungen und Neupositionierung — vor allem im Engineering-Geschäft — an eine dramatisch veränderte Marktsituation anzupassen. Die Marktnische für kleinere Anlagen (kommunale Nutzer und mittelständische Industriebetriebe), die bisher von den großen Wettbewerbern (z. B. Babcock, Steinmüller, Lentjes) weitgehend unbeachtet geblieben war, hatte sich durch einen Zusammenbruch des Neuanlagengeschäfts aufgrund der Liberalisierung des Energieversorgungsmarkts und der Krisen in Asien und die hieraus folgende Umorientierung der Großunternehmen geschlossen, bevor sich die DH-Gruppe hier positionieren konnte.

Darüber hinaus mußten die Investoren feststellen, daß die zum Zeitpunkt der Privatisierung vorliegenden Zahlen zum Angebotsvolumen auf unzutreffenden Annahmen beruhten. Die hierauf zurückzuführende Unterauslastung führte zu Cash-Verlusten in Höhe von ca. 3 Mio. DEM.

Wesentlich härter wurden die Sanierungsbemühungen jedoch durch Nachlaufverluste in Höhe von etwa 5,5 Mio. DEM aus Aufträgen, die vor der Privatisierung geschlossen worden waren, getroffen.

Die Investoren hatten vor Erwerb der Anteile der Dampfkesselbau Hohenturm GmbH die Möglichkeit, eine Due-diligence-Prüfung vorzunehmen, doch aufgrund des eng gesteckten Zeitrahmens verließen sie sich auf die Angaben des Unternehmens und verzichteten auf eine Überprüfung der Kalkulation und Marktchancen der Angebote durch eigene Berechnungen und Kundenbefragungen.

Darüber hinaus kam es zu Durchführungs- und Lieferschwierigkeiten bei der Bewältigung eines von der DH Dampfkesselbau Hohenturm akquirierten Großauftrags im Zusammenhang mit dem Bau eines Kraftwerks im Vereinigten Königreich, der bei einem Umsatz von 14,6 Mio. DEM zu Cash-Verlusten von 6,3 Mio. DEM führte.

Ein Vergleich der Ist-Situation bezüglich der Umsatzzahlen und des Unternehmensergebnisses zum genehmigten Umstrukturierungsplan zeigt zum Ende des Jahres 1998 eine Abweichung von mehr als 100 %. Ca. 80 % der seit der Privatisierung aufgelaufenen Verluste in der Unternehmensgruppe in Höhe von 24 Mio. DEM entfallen auf den Anlagenbau (DH Industrieholding und DH Dampfkesselbau kumuliert).

Während die DH Dampfkesselbau wegen Überschuldung am 25. Mai 1998 einen Antrag auf Eröffnung des Gesamtvollstreckungsverfahrens über das Vermögen der Gesellschaft stellen mußte, konnte die Liquidität der DH Industrieholding nur durch Zuschußzahlungen der BvS aufrechterhalten werden.

Die Weiterführung des Dampfkesselanlagenbaus war in dieser Situation wenig sinnvoll. Die Investoren suchten daher nach einem modifizierten Lösungsweg, der die Fortführung der Unternehmensgruppe sichern sollte.

4. Modifizierter Umstrukturierungsplan

4.1. Interne Maßnahmen

Ziel des modifizierten Unternehmensplans — Restrukturierung des Unternehmensportfolio als Komponenten- und Lohnfertiger sowie Servicegesellschaft — soll es sein, die Position in den Service- und Dienstleistungsgeschäften zu stabilisieren und eventuell auszubauen. Als Voraussetzung hierfür und mit Blick auf die oben skizzierte Marktsituation soll die als Auffanglösung für die in Gesamtvollstreckung befindliche DH Dampfkesselbau gegründete Dampfkessel- und Behälterbau GmbH als Komponenten- und Lohnfertiger aufgebaut werden.

Hierfür besteht folgende Ausgangsposition: Da das Anlagevermögen nach wie vor von der DH Industrieholding gemietet wird, hat die Dampfkessel- und Behälterbau GmbH als Vermögenswert lediglich das personelle Know-how übernommen, für das kein Kaufpreis gezahlt worden ist. Das Unternehmen wird daher mittelfristig lediglich einen Investitionsmittelbedarf von etwa [...] (*) DEM haben. Darüber hinaus vermeidet bzw. verringert das Unternehmen zukünftig die im Anlagenbau erheblichen Kalkulationsrisiken und Vorfinanzierungen sowie die damit verbundenen möglichen Gewährleistungsrisiken.

Den deutschen Behörden zufolge ist es DH Kraftwerksservice gelungen, am Markt Fuß zu fassen und Projekte z. B. für RWE, ABB oder Badenwerke kostendeckend oder mit Gewinn abzuschließen. Für die Zukunft werden erhebliche Auftragsvolumina insbesondere aus einer operativen Verbindung mit der Firma DIM Industrieservice, einem Unternehmen, das im Bereich des Industrieservice sowie im Stahl- und Walzwerksservice aktiv ist, erwartet. Auch der DH Werkstoffprüfung ist es gelungen, neben der Erreichung einer Grundaustlastung zunehmend externe Kunden zu gewinnen. Die DH Schweißtechnologie bietet u. a. mit dem sogenannten Orbitalschweißverfahren durchaus zukunftsweisende Dienstleistungen an, die das Leistungsangebot der Gruppe sinnvoll abrunden.

Da die Gruppe infolge des modifizierten Umstrukturierungsplans keine Kompletetalagen mehr errichtet, hat die DH Industrieholding ihre Mehrheitsbeteiligung von 51 % an der DH Bio-Energieanlagen zum Buchwert des Eigenkapitals an den Mitgesellschafter verkauft.

(*) Betriebsgeheimnis.

Diese insbesondere der dramatisch veränderten Wettbewerbssituation Rechnung tragenden Maßnahmen sollen im Zusammenspiel mit notwendigen Maßnahmen der finanziellen Konsolidierung dazu beitragen, daß sich die Unternehmen der DH-Gruppe am Markt behaupten und als hochwertige Zulieferer im Kesselbau sowie dem aktuellen Trend zu kleineren Kraftwerkstypen, vor allem Gas- und Dampfanlagen sowie Biomasseanlagen folgend (ein Bereich, in dem die Unternehmen erfahren sind und als Komponentenlieferanten über gute Referenzen verfügen), ihre Überlebensfähigkeit unter Beweis stellen.

4.2. Finanzielle Umstrukturierung

a) Beihilfen zugunsten der Dampfkessel- und Behälterbau GmbH

Für die neugegründete Gesellschaft Dampfkessel- und Behälterbau Hohenturm GmbH als Auffanglösung gewährt die Bundesanstalt für vereinigungsbedingte Sonderaufgaben (BvS) eine neue Rahmenbürgschaft bis zu 3 Mio. DEM. Verbürgt wurden damit Anzahlungs-, Erfüllungs- und Gewährleistungsbürgschaften (Avalbürgschaften). Im übrigen war es neben der Absicherung der Neuaufträge erforderlich, das Umlaufvermögen der neugegründeten Gesellschaft aufzubauen, was angesichts der Unternehmenssituation durch die Inanspruchnahme des Fremdkapitalmarkts nicht möglich war. Daher wurde aus dem Konsolidierungsfonds des Landes Sachsen-Anhalt ⁽⁵⁾ ein zu 6,5 % verzinsliches Darlehen in Höhe von 825 000 DEM zur Verfügung gestellt.

b) Verlängerung der bestehenden Rahmenbürgschaft für die DH Dampfkesselbau

Neben der Gewährung einer neuen Rahmenbürgschaft wurde die Verlängerung der Frist für die Ablösung der von der BvS vor der Privatisierung gewährten Avalbürgschaften in Höhe von 10 Mio. DEM zugunsten der sich in Gesamtvollstreckung befindlichen DH Dampfkesselbau als erforderlich angesehen. 1996, als das Unternehmen privatisiert wurde, bestand ein verbürgter Avalrahmen in Höhe von 20 Mio. DEM, der privatisierungsvertraglich von den Erwerbern abzulösen ist. Dies ist mangels ausreichender Liquidität erst in Höhe von 10 Mio. DEM erfolgt. Die Ablösungsfrist soll bis zum 2. Januar 2000 verlängert werden.

c) Investorenbeitrag

Die Gesellschafter der DH Industrieholding als 100%ige Anteilseignerin der Dampfkessel- und Behälterbau GmbH statten ihrerseits die Gesellschaft mit einer Eigenkapitaleinlage von 1 Mio. DEM aus. Darüber hinaus haben sie der DH Industrieholding weiteres Eigenkapital in Höhe von 3,5 Mio. DEM als Gesellschafterdarlehen zur Verfügung gestellt. Damit wurde diese in die Lage versetzt, entsprechend einer Nachtragsvereinbarung zum Privatisierungsvertrag zugunsten der Tochtergesellschaften deren Ausfälle aufgrund der Gesamtvollstreckung über das Vermögen der DH Dampfkesselbau bis zur Höhe von 1,6 Mio. DEM auszugleichen.

⁽⁵⁾ Die Richtlinie über die Gewährung von Konsolidierungsdarlehen an mittelständische Unternehmen im Land Sachsen-Anhalt (Konsolidierungsfonds) ist ein genehmigtes Programm (N 452/97).

Finanzausstattung des modifizierten Umstrukturierungsplans

Quelle	Art	Mio. DEM
BvS	Bürgschaft	3,0
BvS	Bürgschaftsverlängerung	10,0
Land Sachsen-Anhalt	Darlehen	0,825
Investor	Eigenkapitaleinlage	1,0
Investor	Gesellschafterdarlehen	3,5
Insgesamt		18,325

Der modifizierte Umstrukturierungsplan gilt für den Zeitraum 1998—2001.

III. BEURTEILUNG DER BEIHILFE

1. Allgemeine Regeln für staatliche Beihilfen

Durch die von den deutschen Behörden bereitgestellten Beihilfen werden Unternehmen der DH-Gruppe, insbesondere die neugegründete Dampfkessel- und Behälterbau Hohenturm GmbH und die DH Dampfkesselbau (in Gesamtvollstreckung), begünstigt.

Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag bildet die einzige Rechtsgrundlage für die Vereinbarkeit von Umstrukturierungsbeihilfen an Unternehmen in Schwierigkeiten mit dem Gemeinsamen Markt. Danach kann die Kommission „Beihilfen zur Förderung der Entwicklung gewisser Wirtschaftszweige [...], soweit sie die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändern, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft“ unter Anwendung der gemeinschaftlichen Leitlinien für die Beurteilung von Rettungs- und Umstrukturierungsbeihilfen⁽⁶⁾ genehmigen.

Im vorliegenden Fall berücksichtigt die Kommission auch, daß die Unternehmen der DH-Unternehmensgruppe in einem Gebiet liegen, das unter Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe a) EG-Vertrag fällt, da die neuen Bundesländer zu denjenigen Regionen der Gemeinschaft gehören, in denen die Lebenshaltung außergewöhnlich niedrig ist und erhebliche Unterbeschäftigung herrscht⁽⁷⁾.

Erhalten einzelne Unternehmen Beihilfen, so wird die strukturelle Anpassungslast auf andere Unternehmen abgewälzt. Die Kommission betrachtet Umstrukturierungsbeihilfen daher besonders kritisch und genehmigt sie nur dann, wenn durch einen weitreichenden, soliden und realistischen Umstrukturierungsplan, der sowohl physische als auch finanzielle Umstrukturierungsmaßnahmen enthält, die Rentabilität des Unternehmens langfristig wiedergestellt wird, ohne daß unannehmbare,

nachteilige Auswirkungen auf den Wettbewerb innerhalb der Gemeinschaft entstehen. Ohne einen solchen Plan sieht die Kommission die Beihilfe lediglich als Betriebsbeihilfe zum Verlustausgleich an, die nicht zulässig ist⁽⁸⁾.

Gewähren öffentliche Stellen einem Unternehmen mit finanziellen Schwierigkeiten Darlehen oder Bürgschaften, so besteht die Wahrscheinlichkeit, daß diese finanziellen Transfers Elemente einer staatlichen Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag enthalten. Daher müssen derartige finanzielle Transaktionen der Kommission gemäß Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag vorher mitgeteilt werden. Die Vermutung, daß in diesem Fall eine Beihilfe vorliegt, verstärkt sich, wenn z. B. der gesamte Wirtschaftszweig, wie die deutschen Behörden im vorliegenden Fall erklärt haben, mit Schwierigkeiten zu kämpfen hat. Die Kommission bedauert daher, daß die Bundesrepublik Deutschland ihrer Meldepflicht gemäß Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag nicht nachgekommen ist, indem sie Beihilfen gewährte, bevor sie der Kommission notifiziert wurden.

Die Begünstigung eines Darlehens oder einer staatlichen Bürgschaft besteht darin, daß das Risiko durch den Staat getragen wird. Das Beihilfeelement muß daher an den Details der Bürgschaft oder des Darlehens, insbesondere dem Ausfallrisiko des Schuldners gemessen werden. Da der Risikofaktor auf Erfahrungswerten hinsichtlich von Forderungsausfällen unter vergleichbaren Umständen beruht, beträgt die Beihilfeintensität im vorliegenden Fall 100 %.

2. Vereinbarkeit der Beihilfen zugunsten der Dampfkessel- und Behälterbau GmbH

2.1. Förderungswürdigkeit des Unternehmens

Den Leitlinien zufolge kommt die neugegründete Dampfkessel- und Behälterbau GmbH grundsätzlich nicht für Umstrukturierungsbeihilfen in Betracht, und zwar auch dann nicht, wenn ihre anfängliche Finanzsituation prekär ist. Dies gilt grundsätzlich für neue Unternehmen, die aus der Abwicklung eines anderen Unternehmens hervorgegangen sind und in dessen wirtschaftlicher Kontinuität stehen. Einzige Ausnahme von dieser Regel sind mögliche Fälle, die von der BvS im Rahmen ihres Privatisierungsauftrags bezuschußt werden⁽⁹⁾. Die Dampfkessel- und Behälterbau GmbH befindet sich in den neuen Bundesländern und führt die Geschäfte der in Gesamtvollstreckung befindlichen DH Dampfkesselbau fort.

2.2. Wiederherstellung der Rentabilität

Eine Umstrukturierung stützt sich auf einen realistischen, kohärenten und weitreichenden Plan zur Wiederherstellung der langfristigen Rentabilität des Unternehmens.

⁽⁶⁾ ABl. C 368 vom 23.12.1994.

⁽⁷⁾ Entscheidung 94/266/EG der Kommission vom 21.12.1993 (ABl. L 114 vom 5.5.1994).

⁽⁸⁾ Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) GATT-Übereinkommen über Subventionen und Ausgleichsmaßnahmen (ABl. L 336 vom 23.12.1994, S. 156 ff.) sowie auch Mitteilung der Kommission (ABl. C 328 vom 25.11.1994, S. 2 — Iritecna).

⁽⁹⁾ Siehe Entscheidungen der Kommission N 874/96 und NN 139/96 vom 16.4.1997 sowie vom 29.4.1997 — UNION Werkzeugmaschinen GmbH; Entscheidung der Kommission N 892/96, Schreiben D/4047 vom 28.5.1997 sowie Schreiben der Kommission D/55085 vom 30.12.1998.

Der von den deutschen Behörden vorgelegte modifizierte Umstrukturierungsplan beschreibt zwar nachvollziehbar die Umstände, die zu den Schwierigkeiten des Unternehmens geführt haben, sowie die betreffenden Umstrukturierungsmaßnahmen, doch bezweifelt die Kommission nach wie vor, daß der neue Umstrukturierungsplan den Bedingungen der Leitlinien entspricht.

Die Kommission hat erhebliche Zweifel daran, daß durch die Neuordnung der Unternehmensgruppe die Rentabilität des Unternehmens innerhalb einer angemessenen Frist langfristig wiederhergestellt werden kann. Trotz der durch die deutschen Behörden übermittelten Unternehmensdaten bezüglich der Dampfkessel- und Behälterbau GmbH, die eine positive Unternehmensentwicklung prognostizieren, erscheint die Gesellschaft im Verbund der Unternehmen der DH-Gruppe weiterhin stark gefährdet.

Wegen des Fehlens jeglicher Informationen über die Finanzströme und die Abgrenzung der Konten innerhalb der DH-Gruppe hegt die Kommission die Befürchtung, daß die Probleme der DH Industrieholding, die aus der nachstehenden Tabelle ersichtlich sind, auf das neu errichtete Unternehmen durchschlagen. Die Kommission hat im übrigen keine Finanzdaten für die Unternehmensgruppe (z. B. Bilanzvorausschau, Gewinn- und Verlustrechnung) erhalten, die die Entwicklung der Unternehmen in der Zukunft zeigen.

Erwartete finanzielle Ergebnisse für die DH Industrieholding

	1998 (Ist-Zahlen)	1999 (Prognose- modifizierter Plan)	2000	2001
Umsatz	5 618 497	[...] (*)	[...] (*)	[...] (*)
Materialkosten	2 956 614	[...]	[...]	[...]
Personalkosten	857 179	[...]	[...]	[...]
Abschreibung	2 016 245	[...]	[...]	[...]
Ergebnis	- 8 637 839	[...]	[...]	[...]

(*) Betriebsgeheimnis.

Aus diesen Zahlen geht hervor, daß die Holding-Gesellschaft nicht in der Lage ist, ihre Rentabilität innerhalb einer angemessenen Frist langfristig wiederherzustellen.

Diese Einschätzung wird dadurch verstärkt, daß die Annahmen hinsichtlich der künftigen Betriebsbedingungen für die gesamte Unternehmensgruppe nur sehr vage formuliert sind. Insbesondere ist die Vorausschau bezüglich der Situation und der Entwicklung von Angebot und Nachfrage auf den Märkten, die von den Unternehmen der DH-Gruppe bedient werden sollen, nicht so konkret, um eine hinreichend sichere Prognose zu stellen.

Es wurde lediglich ausgeführt, daß durch mögliche Aufträge aus der Hydraulik Nord GmbH, die zum nicht näher skizzierten DIM Industrieservice gehört, 1998 ein Auftragsvolumen in Höhe von [...] (*) DEM erwartet wurde. Die deutschen Behör-

(*) Betriebsgeheimnis.

den haben darüber hinaus nicht dargelegt, woraus sich die Einschätzung ableitet, daß der DH Kraftwerksservice in 1999 Aufträge in einem Volumen von bis zu [...] (*) DEM akquirieren kann. Unklar ist auch, wie die operative Anbindung der Unternehmen der DH-Gruppe an den DIM Industrieservice gestaltet werden soll.

Insbesondere bezüglich der neugegründeten Dampfkessel- und Behälterbau GmbH fehlen jegliche nachprüfbare Daten, die darüber Aufschluß geben könnten, daß es dem Unternehmen mit hinreichender Wahrscheinlichkeit gelingen wird, sich langfristig als Produzent von anspruchsvollen Komponenten für Kesselanlagen sowie von Apparaten und Druckbehältern am Markt zu etablieren.

Dies ist um so mehr erforderlich, als sich die Prognose der Investoren zur Entwicklung der Unternehmensgruppe nach der Privatisierung im wesentlichen als nicht zutreffend erwiesen hat.

Da zudem auch bezüglich der übrigen Unternehmen der DH-Gruppe nachprüfbare Daten zur Angebots- und Auftragssituation fehlen, kann keine Prognose gestellt werden. Es sind deshalb ernsthafte Zweifel an der Lebensfähigkeit der Unternehmen angebracht.

Konsequenterweise führt die Analyse der der Kommission vorliegenden Unternehmensdaten nicht zu dem Ergebnis, daß die neu gegründete Dampfkessel- und Behälterbau GmbH in der Lage sein wird, aus eigener Kraft im Wettbewerb zu bestehen und insbesondere alle Kosten einschließlich Abschreibungen und Finanzierungen decken zu können.

3. Beihilfe zugunsten der DH Dampfkesselbau (in Gesamtvollstreckung)

Im Zusammenhang mit der Verlängerung einer bestehenden Bürgschaftsregelung zugunsten der in Gesamtvollstreckung befindlichen Gesellschaft muß beachtet werden, daß zur Vermeidung jeder mißbräuchlichen Förderung Umstrukturierungsbeihilfen normalerweise nur einmal gewährt werden sollen. Das Unternehmen muß daher bei der Ausarbeitung des Umstrukturierungsplans weitsichtig planen. Die Kommission genehmigt in der Regel die Gewährung einer weiteren Umstrukturierungsbeihilfe nur unter außergewöhnlichen und unvorhersehbaren Umständen, die das Unternehmen nicht zu vertreten hat. Unter unvorhersehbaren Umständen ist ein Ereignis zu verstehen, das zum Zeitpunkt der Ausarbeitung des Umstrukturierungsplans in keiner Weise vorhergesehen werden konnte. Auf der Basis der ihr übermittelten Informationen sieht sich die Kommission nicht in der Lage, eine Ausnahme vom Grundsatz der ‚einmaligen Beihilfe‘ zu genehmigen.

4. Vollständige Durchführung des Umstrukturierungsplans und Einhaltung der Auflagen durch die DH-Gruppe

Des weiteren ist zu bedenken, daß das Unternehmen selbstverständlich den von der Kommission genehmigten Umstrukturierungsplan vollständig durchführen und alle in der diesbezüglichen Kommissionsentscheidung aufgegebenen Verpflichtungen

(*) Betriebsgeheimnis.

einhalten muß. Jede Nichteinhaltung des Plans und der betreffenden Verpflichtungen müßte die Kommission als mißbräuchliche Verwendung der Beihilfe ansehen. Nach wie vor sind, was die Durchführung des genehmigten Plans durch die DH-Gruppe angeht, Fragen offen. Kernelement des Plans war die Durchführung eines Investitionsprogramms im Umfang von 11,9 Mio. DEM, während mit einem wesentlichen Teil der genehmigten Beihilfen die Liquidität des DH Industrieholding aufrechterhalten worden ist.

Darüber hinausgehend gibt es Bedenken bezüglich eventuell unrichtiger Informationen, die für die frühere Genehmigung erteilt worden sind.

Grundsätzlich ist festzustellen, daß ein Unternehmen, welches Assets einer Gesellschaft in Gesamtvollstreckung übernimmt, nicht als eines gilt, das durch eine dieser Gesellschaft früher gewährten Beihilfe begünstigt wird, vorausgesetzt daß die Bedingungen der Übernahme so sind, daß jeder Verdacht eines ‚Auswaschens‘ (jede Maßnahme, die dazu dient, nicht vereinbare Beihilfen als vereinbar erscheinen zu lassen und eventuellen zukünftigen Rückforderungen zu entziehen) der Beihilfe ausgeschlossen ist. Im vorliegenden Fall ist dies durchaus von Belang, da die Gesellschafter der als Auffanglösung neugegründeten Dampfkessel- und Behälterbau GmbH für die in Gesamtvollstreckung befindliche DH Dampfkesselbau mit den Gesellschaftern der DH Dampfkesselbau identisch sind.

Es wurde nicht dargelegt, warum und unter welchen Umständen die alten Gesellschafter zur Fortführung des Unternehmens bestimmt worden sind.

Nicht geklärt wurde insoweit auch die Frage, was mit den alten Beihilfen geschehen ist.

Solange der Kommission keine vollständigen Informationen über den Umstrukturierungsplan und die Auswahl der Investoren vorliegen, kann sie die Einhaltung der übrigen Bedingungen der Leitlinien nicht beurteilen.

IV. SCHLUSSFOLGERUNG

Auf der Grundlage der ihr zur Verfügung stehenden Informationen bringt die Kommission ihre Zweifel an der Vereinbarkeit der Beihilfen zugunsten der Dampfkessel- und Behälterbau Hohenturm GmbH zum Ausdruck. Die Analyse der der Kommission übermittelten Daten zur Unternehmensentwicklung lassen Zweifel daran bestehen, daß aufgrund des vorgeschlagenen Umstrukturierungsplans eine Reorganisation der Unternehmen in der Weise erfolgt, daß diese nach Abschluß der Umstrukturierung alle Kosten einschließlich Abschreibungen und Finanzierungskosten ohne weitere Beihilfen decken können. Die Eigenkapitalrentabilität der neu errichteten Gesellschaft wird nach Auffassung der Kommission nicht ausreichen, um aus eigener Kraft im Wettbewerb bestehen zu können.

Im übrigen hat die Kommission auch Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen und Zielrichtung der Errichtung der neuen Gesellschaft.

Wegen fehlender Informationen über die Finanzbeziehungen zwischen der DH Industrieholding und ihren Tochterunternehmen muß der Schluß gezogen werden, daß ernsthafte Zweifel an der Lebensfähigkeit der gesamten DH-Gruppe angebracht sind.

Die Kommission hat auch Bedenken, ob die Voraussetzungen zur Genehmigung einer Ausnahme vom Grundsatz der ‚einmaligen Beihilfe‘ bezüglich der der DH Dampfkesselbau gewährten Beihilfe vorliegen.

Darüber hinaus hat die Kommission Bedenken dahingehend, ob der ursprüngliche Umstrukturierungsplan ordnungsgemäß durchgeführt worden ist. Bedenklich erscheint auch der Umstand, daß die ‚Auffanglösung‘ mit denselben Investoren weitergeführt wurde wie vor Eröffnung des Gesamtvollstreckungsverfahrens über das Vermögen der DH Dampfkesselbau. Konsequenterweise hat die Kommission Bedenken, ob im vorliegenden Fall ein Beihilfemißbrauch festzustellen ist. Die Kommission gibt zu bedenken, daß sie bei mißbräuchlicher Anwendung von Beihilfen gemäß Artikel 16 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates⁽¹⁰⁾ das förmliche Prüfverfahren eröffnen kann.

Im übrigen hat die Kommission Bedenken, daß die zugunsten der Dampfkessel Hohenturm GmbH erlassene Entscheidung auf der Übermittlung unrichtiger Informationen beruht, die ein für die Entscheidung ausschlaggebender Faktor waren. Daher könnte möglicherweise ein Widerruf der Entscheidung gemäß Artikel 9 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 in Betracht gezogen werden.

Die Kommission hat deshalb beschlossen, hinsichtlich der genannten Maßnahmen und eventueller künftiger Beihilfen, die die weitere Umstrukturierung der DH-Gruppe unterstützen sollen, das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag sowie Artikel 4 Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 zu eröffnen.

Aus diesen Gründen fordert die Kommission die Bundesrepublik Deutschland im Rahmen des Verfahrens nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag auf, ihr innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens alle zur Beurteilung der Vereinbarkeit dieser und weiterer möglicher Beihilfen, die im Zusammenhang mit der Restrukturierung dieser Unternehmen gewährt worden sind, sachdienlichen Unterlagen, Angaben und Daten zu übermitteln. Anderenfalls wird die Kommission eine Entscheidung auf der Grundlage der ihr vorliegenden Informationen annehmen. Sie bittet die deutschen Behörden, dem etwaigen Empfänger der Beihilfe unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens zuzuleiten.

Die Kommission erinnert die Bundesrepublik Deutschland an die Sperrwirkung des Artikels 88 Absatz 3 EG-Vertrag und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen von den Empfängern zurückgefordert werden können.“

⁽¹⁰⁾ Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates vom 22.3.1999 über besondere Vorschriften für die Anwendung von Artikel 88 des EG-Vertrags (ABl. L 83 vom 27.3.1999, S. 1).